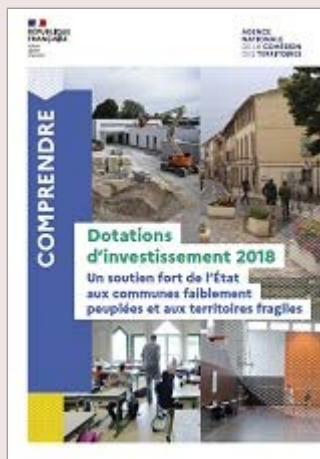




#281 Bulletin du 11 février 2021



► Dotations d'investissement 2018. Un soutien fort de l'État aux communes faiblement peuplées et aux territoires fragiles

ANCT, Olivier Malaret. Janvier 2021. 24 p. Collection Comprendre

Loin de l'idée reçue selon laquelle les moyens de l'État seraient concentrés sur les villes les plus peuplées et sur les territoires les plus denses, il apparaît au cours de cette étude qu'un effort particulier est fait en faveur des petites communes et des EPCI à fiscalité propre les moins peuplés.

L'État accompagne également de façon soutenue l'investissement des territoires en complément des démarches qu'il a engagées. C'est le cas par exemple des communes du programme Action cœur de ville qui concentrent en 2018, année de lancement du programme, un peu plus de 10 % du montant total des dotations d'investissement versées par l'État. Plus généralement, les territoires situés dans l'arc nord-est de notre pays marqué par des fragilités démographiques économiques et sociales importantes font l'objet d'une attention particulière, qu'il s'agisse du nombre de projets soutenus à l'échelle de chaque bloc intercommunal ou du niveau de dotation par habitant.

► [L'étude](#)

Cohésion territoriale

► Discriminations territoriales

Ville & Banlieue

Les Cahiers de la LCD, 2020/1, n° 12, janvier 2021. 144 p.

Qu'est-ce qu'une discrimination territoriale ? Est-ce l'accumulation d'inégalités sur un quartier ? Une discrimination à l'adresse ? Du racisme territorialisé ? De la stigmatisation et de la péjoration à l'égard

d'habitantes et d'habitants d'un espace précis dans la ville ? Tout cela à la fois ? À travers des réflexions géographiques, politiques et sociologiques, ce numéro des *Cahiers de la Lutte Contre les Discriminations* tente de décrypter cette notion et de lui redonner une actualité dans un contexte de confinements successifs et d'inégalités accrues.

Dossier (partie 1) : Discriminations territoriales : définitions et controverses

- [Sortir de l'approche individualisante du droit pour combattre les discriminations territoriales : entretien avec Thomas Kirszbaum](#). Entretien réalisé par Johanna Dagorn, Sylvie Thomas, Arnaud Alessandrin. pp. 23-37
- [Discriminations territoriales : interview de Renaud Epstein](#). Entretien réalisé par Arnaud Alessandrin, Johanna Dagorn, Sylvie Thomas. pp. 39-47

Dossier (partie 2) : Discriminations territoriales : inscriptions géographiques

- [Penser l'espace des systèmes de discriminations : pour une lecture spatiale de l'intersectionnalité](#). Corinne Luxembourg. pp. 51-65
- [De la discrimination positive à la discrimination territoriale : les quartiers en politique de la ville, inégaux face à la santé](#). Zoé Vaillant, Julia Bardes, Stéphane Rican. pp. 67-91

Dossier (partie 3) : Paroles d'élus

- [Un élu contre les discriminations territoriales : entretien avec Philippe Rio](#). Entretien réalisé le 7 juillet 2020 par Arnaud Alessandrin, Johanna Dagorn, Sylvie Thomas. pp. 95-103
- [Entretien avec Gilles Poux, maire de La Courneuve](#). Entretien réalisé le 7 juillet 2020 par Arnaud Alessandrin, Johanna Dagorn, Sylvie Thomas. pp. 105-111

Collectivités territoriales

► 17 000 communes de moins de 500 habitants: plusieurs profils très différents

DGCL (Département des études et des statistiques locales) - Guillaume Leforestier et Xavier Niel
Bulletin d'information statistique (Bis), n° 149, février 2021. 14 p.

Les communes de moins de 500 habitants regroupent la moitié des communes, 32% du territoire et seulement 6% de la population, quasi exclusivement en milieu rural. Elles sont très présentes dans la diagonale qui va de l'est de la France aux Pyrénées en passant par le Massif central, et aussi en zone de montagne. Première partie : "La situation financière des communes de moins de 500 habitants en 2019 selon leur taille". Deuxième partie : "Classification des petites communes au regard de leur situation financière".

Crise sanitaire

► Impact du COVID et télétravail vus du territoire. Entretien avec Claude Grivel

Propos recueillis par Jean-Marie Bergère

Métis-Europe, février 2021.

Claude Grivel, président de l'UNADEL, livre ses réflexions sur l'impact de la pandémie.

► Gérer localement la crise du Covid-19

Dossier thématique coordonné par Bernard Dolez et Virginie Donier

Revue française d'administration publique, 2020/4 (publié en janvier 2021), n° 176. 230 p.

Si la crise du Covid-19 suppose une réponse globale, la question du rôle du local dans la gestion de l'épidémie mérite d'être soulevée tant l'action au niveau des territoires peut être un relais ou un complément à l'action étatique. Mettre l'accent sur le local permet ainsi de mieux saisir comment les différents niveaux d'action publique s'articulent concrètement. Ce dossier combine les analyses de spécialistes issus de plusieurs disciplines afin de mieux comprendre l'articulation entre les politiques locales et nationales pendant la crise sanitaire. Elles livrent quelques clés pour appréhender l'avenir des relations entre l'État et les collectivités territoriales, à un moment où le Gouvernement entend ouvrir une nouvelle page de la décentralisation en promouvant la différenciation territoriale.

► **Geography of COVID-19 outbreak and first policy answers in European regions and cities / Géographie de la diffusion du COVID dans les régions et villes européennes**

Espon-Orate, EM Normandie Business School (France), EconomiX, CNRS, Université Paris Nanterre, Università della Calabria (Italie). Décembre 2020. 58 p. + annexes

Cette étude est issue de l'activité de recherche appliquée menée par Espon et des partenaires universitaires européens pour aider à mieux comprendre les modèles territoriaux de l'épidémie (rôle des déterminants territoriaux dans la propagation de l'épidémie, analyse des réponses politiques locales, ...) et aider à la définition de politiques territoriales renouvelées pour s'attaquer à la crise socio-économique à venir.

► [Le rapport final](#) ► [Les annexes](#)

Démographie

► **Paris, Londres, New York : regards croisés sur la démographie de trois métropoles mondiales**

Institut Paris Région, Philippe Louchart

Les Franciliens - Territoires et modes de vie, 4 février 2021

Depuis une dizaine d'années, la population de la région londonienne croît deux fois plus rapidement que celle de Paris Île-de-France, quand celle de la région new-yorkaise baisse depuis 2016. Ces villes-mondes partagent pourtant les mêmes ressorts démographiques : un solde naturel positif, des départs nets de population vers le reste de leur pays et des arrivées nettes de l'étranger. Mais en ce début de XXI^e siècle, les retournements de l'économie alliés à une ouverture différenciée sur le reste du monde les affectent différemment.

► **Toujours plus d'habitants : quelles politiques publiques pour y faire face ?**

Agence d'urbanisme de la région nantaise (Auran)

Les Synthèses de l'Auran, n° 64, février 2021. 8 p.

Depuis plusieurs années, l'ensemble des territoires de Loire-Atlantique connaît une dynamique démographique très soutenue. Installée depuis plusieurs années, cette dynamique démographique va se poursuivre pour l'ensemble des intercommunalités de Loire-Atlantique. Cette dynamique est alimentée par des fondamentaux toujours d'actualité : besoins de formation supérieure, attrait pour les territoires littoraux, économie diversifiée et dynamique, etc. Dans 10 ans, la Loire-Atlantique pourrait compter 160 000 habitants supplémentaires. Il est indispensable de tenir compte de la réalité de cette

dynamique incontournable et plus que jamais de travailler collectivement à en gérer les conséquences.

Densité urbaine

► Densité urbaine. Interview croisée Tania Concko et Arnaud Bekaert

Entretien réalisé par Samuel Roumeau

Demain la ville, 5 février 2021

Qu'il s'agisse de freiner l'étalement urbain, d'endiguer l'artificialisation des sols, ou encore de favoriser la mixité... un seul mot d'ordre, densifier. Pourtant, la densification présente de nombreux écueils : des nuisances sonores à la pollution en passant par le sentiment général d'étouffer en ville. Elle est même accusée de contribuer à la circulation du virus à l'heure actuelle. Tania Concko est architecte et urbaniste, à la tête de l'agence TCAU basée à Amsterdam, et Arnaud Bekaert est directeur général Promotion Ile-de-France, UrbanEra et Filiales de Bouygues Immobilier. A travers leur réflexion croisée sur la densité urbaine se dessinent des pistes de réflexion pour une ville dans laquelle chacun aspire à vivre.

Développement économique

► Va-t-on vraiment réindustrialiser la France ?

Le Cercle des économistes, février 2021. Cahier + replays

Comment reconstruire un tissu industriel affaibli par 40 ans de désindustrialisation ? Ne faut-il pas plutôt localiser de nouvelles industries ? Peut-on s'inspirer de l'exemple de certains territoires, comme le Grand Ouest, pour conduire de nouvelles politiques industrielles ? Le Cercle des économistes a proposé une journée débat le 04 février dernier. Et publie son dernier Cahier réunissant 16 signatures d'experts sur la question industrielle pour établir un diagnostic et apporter au débat public des propositions fortes et réalistes.

► Le Cahier du Cercle des économistes « Va-t-on vraiment réindustrialiser la France ? » (80 p.)

Avec les textes de Patrick Artus, Olivier Babeau, Sonia Bellit, Jean-Paul Betbeze, Elie Cohen, Denis Ferrand, Caroline Granier, Emmanuel Jessua, Léa Konini, Olivier Lluansi, Jean-Hervé Lorenzi, Caroline Mini, Mathieu Noguès, Christian Saint-Etienne, Akiko Suwa-Eisenmann et Alain Villemeur.

► Les replays de la journée du 4 février consacrée à la réindustrialisation

► (Re)localisations dans un monde d'interdépendances, l'éclairage de la Fondapol : entretien de Jean Corcos avec Paul-Adrien Hyppolite

Revue civique, février 2021

La Fondation pour l'innovation politique (Fondapol) vient de publier une série d'études approfondies sur le thème « *Relocaliser-Décarboner-Rapatrifier* », devenu thème majeur avec la crise sanitaire. Haut fonctionnaire, Paul-Adrien Hyppolite, a écrit le tome 1 de cette série « *Relocaliser la production après la pandémie ?* ». Il aborde dans cet entretien quelles sont les conditions impératives quand on souhaite relocaliser mais aussi où se situent aujourd'hui les segments créateurs de valeur dans l'économie contemporaine.

Friches

► Revalorisation des friches industrielles, commerciales et administratives

Damien Adam et Stéphanie Kerbarh

Assemblée nationale, mission d'information commune sur la revalorisation des friches industrielles, commerciales et administratives

Rapport d'information, n° 3811, janvier 2021. 122 p.

La rénovation des friches est une source importante d'externalités positives comme par exemple l'augmentation du foncier disponible sans engendrer d'artificialisation des sols, la redynamisation d'un territoire en accueillant des entreprises donc en réduisant les risques sanitaires que les friches font peser sur les populations, ou encore en termes de valorisation d'un patrimoine. Les friches, qui sont industrielles, commerciales, administratives ou militaires, sont source d'opportunités et d'intérêts divers, qu'ils soient économiques, sociaux et environnementaux. Le présent rapport a pour ligne directrice d'identifier les freins et de lever les difficultés rencontrées par les différents acteurs et collectivités concernés, afin d'être en mesure d'apporter les solutions appropriées.

► [Le rapport](#)

► [Il y a une vie après les friches. Dossier](#)

La Gazette des communes, n° 5/2551, février 2021. pp. 32 à 37

La reconversion des friches consiste principalement en la construction de complexes immobiliers en zone urbaine. Toutefois, de tels projets ne peuvent être réalisés que quand le prix du foncier permet de solvabiliser une remise en état coûteuse. Mais chaque friche peut retrouver une utilité, et a donc un avenir. D'autres usages sont possibles : renaturation, jardins familiaux, fermes photovoltaïques, agriculture urbaine... La requalification des friches urbaines est désormais devenue un enjeu majeur pour les collectivités.

Mobilité - Transport

► [Qui doit investir dans le rail ?](#)

Jean Finez, Juliette Maulat, Patrice Sallini

France Culture, émission « Entendez-vous l'éco ? », 5 février 2021. 58 mn

Même si la crise sanitaire n'a pas fini de perturber les comptes du groupe ferroviaire SNCF, il est temps de penser à l'avenir. Les enjeux écologiques, notamment, occupent désormais le devant de la scène des transports. Le plan de relance européen conditionne son aide au respect de normes environnementales, et la SNCF affiche l'objectif d'un bilan carbone zéro d'ici à 2035 tout en répondant aux trois objectifs principaux fixés par le PDG du groupe, Jean-Pierre Farandou : réparer le réseau, relancer le fret, renouer avec les territoires. Parmi les questions au débat : à quelle échelle préparer le « monde d'après » du ferroviaire ? Qui financera le rail ? Les régions sont de plus en plus sollicitées dans le financement des rénovations du réseau mais quelle sera la participation l'Europe avec son plan de relance ?

► [Mobilités périurbaines, diversification modale et nouvelle dynamique institutionnelle : quelles mutations dans la gouvernance et l'offre de mobilité pour plus d'équité dans les territoires périurbains des villes moyennes des Régions Bretagne et Hauts-de-France ?](#)

Agathe Delebarre

Thèse de doctorat en Sciences Humaines et Humanités. Aménagement de l'espace, Urbanisme

-Université du Littoral – Côte d'Opale, décembre 2020. 309 p.

L'espace périurbain des villes moyennes est marqué par l'autosolisme, avec une offre altermodale limitée, source d'iniquité pour les personnes non-motorisées ou mal-motorisées dans un contexte de concentration accrue du rôle des pôles urbains. Cet espace peu dense était encore largement fragmenté d'un point de vue territorial, avec une forte segmentation des compétences. Les lois NOTRe et MAPTAM ont apporté des mutations importantes depuis janvier 2017, induisant une montée en compétence mobilités de nouvelles communautés d'agglomération et un renforcement du poids de la Région comme cheffe de file des mobilités régionales. On peut donc se demander si, dans un périurbain des villes moyennes, produit et dominé par l'automobilité et l'autosolisme, les réformes récentes en matière de mobilités, sont-elles motrices d'un renouvellement et d'une diversification de l'offre de mobilité dans ces territoires diffus et peu denses, et permettent-elles d'assurer une meilleure équité territoriale ?

Politique de la ville

► 16 propositions pour une vie associative ambitieuse dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville

Le Mouvement associatif, février 2021. 24 p.

Les associations doivent faire face à une augmentation des besoins sociaux et cela dans un contexte économique de plus en plus contraint, marqué par l'épidémie de Covid-19. Même si elles continuent d'agir pour la cohésion sociale, force est de constater que la crise sanitaire a eu des conséquences importantes pour elles, d'autant plus pour celles intervenant dans les QPV, avec une perte de revenus significatives ou encore une baisse des ressources des cotisations. Pour ces raisons, un collectif d'acteurs associatifs, porté par Le Mouvement associatif, en partenariat avec la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France et avec le soutien de l'ANCT, publie « *16 propositions pour une vie associative ambitieuse dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville* », à destination des pouvoirs publics nationaux, des pouvoirs publics territoriaux et des acteurs associatifs. L'objectif est d'agir le plus largement et durablement possible sur 4 enjeux : soutenir les petites associations employeuses (jusqu'à 2ETP), garantir l'expression et la place des associations non fédérées, favoriser la participation des habitant.e.s, permettre une meilleure coopération entre associations et acteurs de la politique de la ville.

► [Présentation détaillée](#) ► [Synthèse](#) ► [Focus vidéo](#)

Prospective territoriale

► Mobilités dans les espaces peu denses en 2040 : un défi à relever dès aujourd'hui

Olivier Jacquin

Sénat, délégation sénatoriale à la prospective

Rapport d'information, n° 313, 28 janvier 2021. 104 p.

Les nouveaux travaux menés par la délégation à la prospective sur la question des mobilités ont visé à imaginer la transformation des modes de déplacement dans les zones peu denses à l'horizon 2040. Ces territoires sont de plus en plus prisés en raison des faibles prix du foncier et pour la recherche d'une meilleure qualité de vie que dans les villes denses. L'expérience du confinement du printemps 2020 a probablement renforcé l'attrait pour les campagnes. Pour autant, l'absence de solutions de

mobilités adaptées constitue encore un obstacle et un frein dans la vie quotidienne qu'il convient d'examiner avec attention. Cela apparaît comme une nécessité sociale et écologique, mais également de cohésion territoriale dans la République. Le présent rapport présente 8 scénarii, en fonction de l'évolution de trois variables : la reconfiguration résidentielle, le volontarisme politique et l'appropriation et l'acceptabilité de mobilités partagées par les habitants des espaces peu denses.

► [Le rapport](#)

Rural

► Les écoles rurales ont de l'avenir !

Fondation Kairos éducation, 27 janvier 2021. 180 mn

L'expérience de la crise du coronavirus crée un vif désir de retour à la campagne ainsi qu'une prise de conscience écologique. Alors que faire pour mettre un coup d'arrêt à la dévitalisation des campagnes et ramener la vie dans les écoles villageoises ? Que faire pour que les néo-ruraux ne soient pas freinés dans leur choix d'installation à la campagne par la pauvreté de l'offre scolaire ? Trouver des réponses réalistes et innovantes est l'objet du séminaire-action organisé par la Fondation Kairos. Des maires et des élus de la ruralité, des créateurs d'écoles rurales et des experts de la revitalisation des territoires échangent dans le but d'identifier des solutions concrètes pour redynamiser les campagnes et rouvrir des écoles capables, sous des formes nouvelles, d'assurer la continuité du service éducatif.

Santé

► Le manque de médecins : aux sources de la désertification. Le monde rural en première ligne (Enquête)

Association des maires ruraux de France (AMRF), janvier 2021. 21 p.

Alors que la population augmente et notamment celle des personnes âgées, la croissance du nombre des médecins ne permet plus de suivre la demande et l'on assiste à une stagnation de la densité médicale depuis les années 2000 à l'échelle du pays tout entier et on assiste désormais à une désertification médicale dans de nombreux territoires. Depuis 30 ans, cette désertification est chaque année un peu plus marquée car il s'y est ajouté une baisse passagère des effectifs de nouveaux docteurs qui a encore aggravé le peu d'installations et de reprises de cabinet. Ce sont des régions entières ou presque qui sont atteintes : la région Centre, la Champagne-Ardenne, l'Auvergne en dehors du Puy de Dôme ou la Bourgogne. S'observe ainsi un déclassement de pans entiers du territoire.

► [L'enquête](#) ► [La synthèse](#)

► [Le dossier de 36 000 Communes, n° 372, intitulé "Santé : vous reprendrez bien un peu de désert"](#)

► Un système de santé pour toutes et tous, ancré dans les territoires

Labo de l'ESS, 9 février 2021. 68 p.

Alors que nous vivons depuis un an une situation de crise sanitaire doublée de terribles conséquences économiques et sociales, le Labo de l'ESS publie une nouvelle étude sur l'économie sociale et solidaire au sein de l'organisation des soins en France. Réalisé en partenariat avec la Caisse des dépôts - Banque des Territoires, ce travail est orienté sur l'accès aux soins de premier recours, en tant que première porte d'entrée dans le système de santé.

► [L'étude](#)

Sport

► Grenelle de l'éducation et de l'inclusion par le sport

Ville de Garges-lès-Gonesse, le 1er février 2021. Actes vidéo (180 mn)

Lors d'un colloque dédié à l'éducation et à l'inclusion par le sport, des maires de communes comptant des QPV ont réclamé plus de moyens, dont un plan Marshall pour les équipements. Ce rapport est issu d'un collectif de maires, d'élus, de responsables associatifs et de sportifs qui ont manifesté leurs inquiétudes. En s'appuyant sur le «Plan Banlieue» de 2017, ils ont élaboré des propositions concrètes pour construire une nouvelle ambition pour le sport amateur. Le rendez-vous valdoisien était suivi, en visioconférence, par la ministre des Sports, Roxana Maracineanu, qui a convenu qu'en matière d'équipements, "un véritable plan de rattrapage était à faire dans les QPV".

► [Le rapport](#) ► [Le replay vidéo](#)

Temps et territoires

► Ville du quart d'heure : du concept aux réalisations concrètes

Tempo territorial, février 2021

Suite au webinaire du 26 janvier dernier organisé par Tempo territorial, les interventions de Carlos Moreno, Jean Marc Offner, et les témoignages de Rennes, Mulhouse, Les Molières.

► Le temps, la 4e dimension des villes. Entretien avec Catherine Dameron

Revue Sur-mesure, #6, janvier 2021

Depuis de nombreuses années déjà, la ville de Rennes agit pour adapter les rythmes de son territoire aux pratiques de ses habitants. Cet entretien avec Catherine Dameron, responsable du Bureau des Temps de Rennes, nous invite à nous questionner sur les pratiques d'aménagement des villes pour y introduire la temporalité comme matière de l'urbain.

► Toujours plus proches ? Pour une écologie des rythmes

Laurent Vidal

AOC, 3 février 2021

L'épidémie de Covid-19 a révélé à quel point la proximité spatiale, la rapidité des échanges, pouvaient être problématiques. Dans ces moments de confinement et autres couvre-feu, il nous faut donc expérimenter d'autres manières d'habiter les écosystèmes et leurs temporalités. Face à la domination sociale de la vitesse héritée de la Modernité, l'occasion nous est donnée de repenser le proche pour bâtir une nouvelle écologie des rythmes. Un article publié à l'occasion de la Nuit des idées 2021 dont le thème est « Proches ».

Transition écologique

► Contrats de transition écologique (CTE) : contexte, élaboration et mise en œuvre d'un outil au service de la transition écologique des territoires

AdCF, février 2021. 25 p.

L'AdCF propose une analyse des Contrats de transition écologique réalisée à partir d'une enquête menée auprès des chargé.e.s de mission CTE ainsi que des données mises à disposition par le

ministère de la transition écologique. Contexte, modalités d'élaboration et mise en œuvre ont été analysés.

► [La note d'analyse](#)

► « Il faut trouver les bonnes échelles, et le local n'est pas la solution à tous les problèmes »

Emission « *Ça change tout* » (EDF)

Usbek & Rica, 9 février 2021, 34 mn (podcast)

Malmenées par la mondialisation, prises au piège de l'économie du flux, nos sociétés se sont découvertes dépendantes d'un système complexe qui refait briller l'étoile du « retour au local » et de son corollaire : la souveraineté. Souveraineté sanitaire, souveraineté alimentaire, et évidemment souveraineté énergétique. Alors, le retour au local est-il une utopie "*beautiful*" ou bien une nécessité plutôt "*awful*" ? L'émission « *Ça change tout* » explore la question du local en compagnie de trois invités : Béatrice Cointe, sociologue chargée de recherche au CNRS, David Djaïz, haut fonctionnaire et Nicolas Ceccaldi, cofondateur de Futura Gaïa, qui conçoit des fermes verticales en environnement contrôlé à destination des agriculteurs.

► Baromètre des résultats de l'action publique : la France des pistes cyclables

Terra Nova - Clara Pisani-Ferry et Alice Tattevin

Note, 4 février 2021. 25 p.

Le baromètre des résultats de l'action publique publié par le Gouvernement présente l'état d'avancement de 25 politiques. Présenté comme un « outil d'accélération de la l'exécution des réformes », il permet de raisonner non plus uniquement à la maille nationale mais également à la maille départementale. Ainsi il donne aux acteurs locaux et aux citoyens des instruments d'évaluation et de comparaison. Ainsi il donne aux acteurs locaux et aux citoyens des instruments d'évaluation et de comparaison. Malgré quelques interrogations méthodologiques, ce baromètre est un formidable outil pour observer les disparités entre territoires et essayer de les comprendre. En utilisant les données mis à disposition (en open data) et en les croisant avec des statistiques nationales ou des résultats d'enquête, Terra Nova proposera, dans une série de notes, des analyses et des explications sur différentes politiques. Le premier cas d'étude est le déploiement du plan vélo. Cette politique, classée dans les ambitions de transition écologique, vise à tripler la part du vélo dans les mobilités des Français, en particulier dans la mobilité quotidienne. Parmi les constats, cette dynamique présente de très fortes disparités territoriales. En effet, une poignée de départements tirent l'essentiel de la croissance.

Urbain

► Quelle place pour quel travail en ville ? Les conditions économiques, sociales et environnementales de la ville productive

Plan urbanisme construction architecture (Puca), janvier 2021. 102 p.

Comment la perspective de la « ville productive » conduit-elle à repenser la place du travail en ville et la ville du travail ? Sous quelles conditions permet-elle de maintenir des qualifications de tous niveaux en ville dans un objectif de cohésion sociale ? Comment favoriser le maintien, voire le retour, de l'industrie dans les tissus urbains constitués et selon quelles modalités d'insertion environnementale,

urbaine et architecturale ? Cette notion de « Ville productive » permet-elle d'imaginer de nouvelles modalités d'articulation entre production, consommation, et utilisation des ressources locales ? Pour explorer ces questions, le Puca a publié en mai 2020 un appel à projets de recherche sur la ville productive. Ce document retrace l'histoire de cette démarche de recherche partenariale, des réflexions initiales portées par les aménageurs jusqu'à la présentation des projets lauréats.

► Aplatir la courbe, un concept qui a de l'avenir – en ville !

Anna König Jerlmyr, Carlo Ratti

Telos, 7 février 2021

La stratégie consistant à « aplatir la courbe » vise à étaler dans le temps le nombre de nouvelles infections Covid-19 dans le temps. Et s'il y avait là un modèle pour réinventer l'expérience urbaine ?

► L'urbanisme transitoire : paroles d'acteurs et retour d'expériences de la métropole lilloise

Agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole (Adulm), janvier 2021. 69 p

Dans la continuité des travaux menés sur les espaces vacants et leur revitalisation, l'Agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole a investi le sujet de l'urbanisme transitoire, afin de produire une connaissance partagée entre tous les acteurs et contribuer ainsi au débat métropolitain. L'Agence a engagé en 2020 un travail partenarial avec des acteurs locaux directement investis dans ce type de projet (porteurs de projet, aménageurs, établissement public fonciers, collectivités...). Cette publication propose une douzaine de conversations menées avec ces acteurs. Les enjeux : donner de la visibilité aux projets temporaires sur la métropole lilloise et faire remonter des problématiques, liées à leur opérationnalité.

Agence nationale de la cohésion des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille

>> S'abonner : [accès direct à l'encart d'inscription](#)

>> Nous contacter : veille.anct@anct.gouv.fr

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Agence nationale de la cohésion des territoires | Service communication - 20 avenue de Ségur – TSA 10717 – 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : info@anct.gouv.fr



© 2021 Agence nationale de la cohésion des territoires

[Voir la version en ligne](#)

[Se désinscrire](#)